

## Diagnostic plomb avant démolition

Numéro de dossier : **EPFBR\_201900751\_01**  
 Norme employée : Absence de norme de référence  
 Date du repérage : 19/08/2019  
 Heure d'arrivée : 09 h 00  
 Durée du repérage : 02 h 30  
 Date émission rapport : 27/08/2019

**Objet de la mission** : La présente mission concerne le repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant démolition conformément l'art. R4412-5 du Code du Travail.

Tous les éléments du bâti susceptibles de contenir du plomb doivent faire l'objet d'une mesure. Il est de la responsabilité du donneur d'ordre d'évaluer le risque lié au plomb éventuellement contenu dans les matériaux, en fonction du matériau et du type d'intervention prévue.

Le présent rapport n'est pas un Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) et ne peut être utilisé dans le cadre de la vente d'un bien immobilier.

**Note** : Les résultats de ce rapport ne se rapportent qu'aux parties de l'immeuble bâti pour lesquelles la mission a été confiée à l'opérateur.

Le présent document ne peut être reproduit que dans son intégralité, annexes incluses.

### Désignation du ou des immeubles bâtis

Adresse : **Place de l'Eglise - Maison  
35470 LA NOE BLANCHE**

Référence cadastrale : **Non communiquée**

### Propriétaire

Nom : **EPF Bretagne**  
 Adresse : **72 boulevard Albert 1er  
35207 RENNES**

### Donneur d'ordre

Qualité du donneur d'ordre : **Propriétaire**  
 (Sur déclaration de l'intéressé)

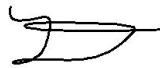
Nom : **EPF Bretagne**  
 Adresse : **72 boulevard Albert 1er  
35207 RENNES**

### Organisme chargé de la mission

Nom de l'entreprise : **AED Expertises**  
 Adresse : **4, avenue Graham Bell  
33700 MERIGNAC**

Numéro SIRET : **500 778 030 00170**  
 Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**  
 Numéro de police et date de validité :  
**7627751904 / 01/07/2020**

### Opérateur(s) et signataire(s)

NOM Prénom	Organisme certification	Détail de la certification	Signature
GUITTON Denis	ABCDIA CERTIFICATION	Obtention : 09/03/2018 Échéance : 08/03/2023 N° de certification : 18-1153	

### Liste de rapports antérieurs

Date	Objet
Néant	Néant

**Il a été repéré des matériaux contenant du plomb**

## Sommaire

A.	Références réglementaires.....	3
B.	Renseignements complémentaires concernant la mission.....	3
	B.1. Commanditaire de la mission.....	3
	B.2. L'appareil à fluorescence X.....	3
	B.3. Etalonnage de l'appareil à fluorescence X.....	3
	B.4. Le bien objet de la mission.....	3
	B.5. Liste des locaux visités :.....	4
	B.6. Liste des locaux non visités (avec justification) :.....	4
C.	Résultats des mesures positives.....	5
D.	Commentaires et signature.....	6
E.	Méthodologie d'intervention.....	7
F.	Notice d'information à remettre au donneur d'ordre.....	8
G.	Planches de repérage.....	10

## A. Références réglementaires

- ❖ Principes généraux de prévention de l'article L4121-2 du code du travail
- ❖ Prévention du risque d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction  
Articles R4412-59 et suivants du code du travail

## B. Renseignements complémentaires concernant la mission

### B.1. Commanditaire de la mission

Nom et prénom: **EPF Bretagne (Propriétaire - Sur déclaration de l'intéressé)**  
 Adresse : **72 boulevard Albert 1er  
 35207 RENNES**

### B.2. L'appareil à fluorescence X

Nom du fabricant de l'appareil : **FONDIS**  
 Modèle de l'appareil : **FENX**  
 N° de série de l'appareil : **Inconnu**  
 Nature du radionucléide : **109 Cd**  
 Date du dernier chargement de la source : **07/09/2017** (Activité à cette date : **850 MBq (60mois)**)  
 Autorisation ASN (DGSNR) : **N° T330602**  
 Date autorisation de l'ASN : **23/08/2017**  
 Fin de validité de l'autorisation de l'ASN : **07/05/2022**  
 Titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR) : **M. POUQUET Vincent**  
 Personne Compétente en Radioprotection (PCR) : **Antoine STEVENSON**

### B.3. Etalonnage de l'appareil à fluorescence X

**Etalon : Pas d'étalon. Machine à Auto-étalonnage**

Vérification de la justesse de l'appareil	Date de la vérification	Concentration (mg/cm <sup>2</sup> )
Etalonnage entrée	19/08/2019	1 (+/- 0,1)

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil. En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

### B.4. Le bien objet de la mission

Adresse du bien immobilier	<b>Place de l'Eglise - Maison 35470 LA NOE BLANCHE</b>
Description de l'ensemble immobilier	<b>Habitation (maison individuelle)</b>
Année de construction	
Nom et coordonnées du propriétaire ou du syndicat de copropriété (dans le cas du CREP sur parties communes)	<b>EPF Bretagne 72 boulevard Albert 1er 35207 RENNES</b>

**B.5. Liste des locaux visités :**

- ❖ Chambre
- ❖ Extérieur
- ❖ Garage

- ❖ Débarras
- ❖ Buanderie

**B.6. Liste des locaux non visités (avec justification) :**

Néant

### C. Résultats des mesures positives

Tout matériau concerné par le périmètre de repérage et le programme de travaux fourni par le client a fait l'objet d'une mesure afin de déterminer la présence ou l'absence de plomb.

Localisation	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Mesure (mg/cm²)
Débarras	Structure métallique. Fenêtre	Métal	peinture marron	4,71
Portail extérieur	Portail ouvrant	Métal	peinture marron	1,92
Portail extérieur	Portail dormant	Métal	peinture marron	1,45
Buanderie	Structure métallique extérieure	Métal	peinture marron	3,86

#### **D. Commentaires et signature**

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage : **Aucun document n'a été remis**

Représentant du propriétaire (accompagnateur) : **Le propriétaire**

Fait à **LA NOE BLANCHE**, le **27/08/2019**

Par : **GUITTON Denis**



## **E. Méthodologie d'intervention**

L'identification des locaux, zones, revêtements, matériaux et des unités de diagnostic sont fonction de la nature et de la localisation des travaux effectués. Par ailleurs, pour les ensembles bâtis (plusieurs bâtiments construits à la même période) présentant des locaux similaires, un repérage par échantillonnage peut être envisagé. Le diagnostiqueur définit sous sa seule responsabilité le choix des locaux et unités de diagnostic qui doivent faire l'objet d'un repérage.

### **Identification des locaux et des zones**

Par local, on entend toute pièce (salle de séjour, toilettes, etc.) et par extension : couloir, hall d'entrée, palier, partie de cage d'escalier située entre deux paliers, appentis, placard, etc. Le local est désigné selon une appellation non équivoque et non susceptible d'évoluer dans le temps. Le nom d'usage peut s'avérer insuffisant.

L'auteur du constat effectue une visite exhaustive des locaux concernés par la démolition. Il dresse la liste détaillée des locaux visités. Si des locaux concernés par la démolition n'ont pas été visités, il en dresse aussi la liste et précise les raisons pour lesquelles ils n'ont pas été visités.

Il réalise un croquis lisible de l'ensemble des locaux concernés par la démolition et reporte sur le croquis la désignation de chaque local.

### **Identification des revêtements**

Par revêtement, on entend un matériau mince recouvrant les éléments de construction. Les revêtements susceptibles de contenir du plomb sont principalement les peintures (du fait de l'utilisation ancienne de la céruse et celle de produits anticorrosion à base de minium de plomb), les vernis, les revêtements muraux composés d'une feuille de plomb contrecollée sur du papier à peindre, le plomb laminé servant à l'étanchéité de balcons.

Bien que pouvant être relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb.

D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette, tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser.

Si le bâtiment à démolir comporte des faïences, le repérage est nécessaire.

### **Identification des matériaux**

Les matériaux susceptibles de contenir du plomb doivent faire l'objet d'un repérage par le diagnostiqueur.

### **Choix des points de mesures**

Toutes les unités de diagnostic impactées par la démolition font l'objet d'une ou plusieurs mesures avec un appareil à fluorescence X, y compris les surfaces recouvertes d'un matériau mince non susceptible de contenir du plomb.

Dans tous les cas, les mesures seront réalisées aux endroits où la probabilité de rencontrer du plomb est la plus forte.

## **F. Notice d'information à remettre au donneur d'ordre**

### **Les effets du plomb sur la santé**

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs, baisse de la fertilité) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, avortement etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant (perturbation du développement du cerveau). Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

### **Comment se contamine -t-on ?**

Les opérateurs se contaminent en respirant ou en avalant les particules de plomb contenues dans les fumées ou poussières :

#### Sur les chantiers

- ❖ en travaillant sans protection,
- ❖ en fumant ou s'alimentant avec les mains sales,
- ❖ en se rongant les ongles,
- ❖ en mâchant de la gomme ou autres.

#### Hors lieux de travail

Les particules déposées sur les cheveux, la barbe, la peau, les vêtements peuvent être importées dans les véhicules et au domicile des intervenants qui peuvent continuer à se contaminer et contaminer leurs proches.

### **Que faire en cas de risque potentiel sur un chantier ?**

#### Identifier la présence de plomb (obligation d'évaluer les risques)

- ❖ Exploiter le diagnostic plomb avant démolition pour construire le projet de démolition
- ❖ Remettre le diagnostic plomb avant démolition aux entreprises intervenantes

#### Choisir un mode opératoire le moins polluant

En concertation avec les différents acteurs et les entreprises :

- ❖ Choisir la technique d'intervention la moins polluante (Exemples : éviter le sablage/grenailage, préférer le recouvrement au retrait des peintures par décapage
- ❖ mécanique ou chimique, utiliser des outils manuels peu émissifs)

#### Définir les mesures de prévention et d'hygiène adaptées (obligation de sécurité)

- ❖ Prévenir le médecin du travail pour la mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée
- ❖ Prévoir les installations d'hygiène en adéquation avec la configuration du chantier
- ❖ Choisir, fournir et entretenir les équipements de protection collective et individuelle adaptés y compris les vêtements de travail et combinaisons jetables,
- ❖ Prévoir les installations d'hygiène (vestiaires – douches – sanitaires – restauration),
- ❖ Prévoir un nettoyage régulier du véhicule (point d'eau, jerrican, sol, volant, sièges, étagère, outils,...) en informant l'intervenant de la présence de plomb,
- ❖ Prévoir les mesures d'évacuation et d'élimination des déchets,
- ❖ Informer et former l'encadrement et les salariés sur les risques, moyens de protection et mesures d'hygiène, notamment :
  - ✓ interdire de boire, fumer, mâcher de la gomme ou manger sur le chantier,
  - ✓ rendre obligatoire le lavage des mains et du visage à chaque pause et la douche en fin de journée,
  - ✓ interdire la prise de repas en vêtements de travail, sauf si ceux-ci ont été protégés par une combinaison jetable,
  - ✓ ne pas ramener de vêtements de travail souillés à son domicile, d'où l'intérêt de porter une combinaison jetable.

#### Contacter votre médecin du travail et les organismes de prévention pour :

- ❖ des conseils dans le choix des protections,
- ❖ une aide à l'information et à la formation,
- ❖ une mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée (service de santé au travail).



**CARSAT du Centre**  
[www.carsat-centre.fr](http://www.carsat-centre.fr)  
Tél 02 38 81 50 00  
[prev@carsat-centre.fr](mailto:prev@carsat-centre.fr)



**OPPBTP Centre**  
[www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)  
Tél 02 38 83 60 21  
[orleans@oppbtp.fr](mailto:orleans@oppbtp.fr)



**RSI région Centre**  
[www.rsi.fr/centre](http://www.rsi.fr/centre)  
Tél 08 20 20 96 26



Les coordonnées des services de santé au travail sont disponibles sur le site de la DIRECCTE Centre :

[www.centre.direccte.gouv.fr/les-services-de-sante-au-travail-en-region-centre](http://www.centre.direccte.gouv.fr/les-services-de-sante-au-travail-en-region-centre)

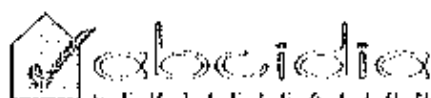
Si vous envisagez de réaliser des travaux sur des revêtements contenant du plomb et/ou des matériaux en plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Des documents vous informent :

- ❖ le diagnostic plomb avant travaux vous permet de localiser précisément ces revêtements et matériaux : lisez-le attentivement ! (seul ou en complément du Constat du Risque d'Exposition au Plomb)
- ❖ la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb des travailleurs amenés à réaliser ces travaux.
- ❖ Les guides de prévention :
  - ✓ Guides OPPBTP « Peintures au plomb - Aide au choix d'une solution technique de traitement pour les professionnels du bâtiment » (téléchargeable sur [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr))
  - ✓ Guide INRS « Interventions sur les peintures contenant du plomb », ED 909 (téléchargeable sur [www.inrs.fr](http://www.inrs.fr))

## G. Planches de repérage

CERTIFIÉ



opérateur de  
diagnostics  
immobiliers

La certification de compétence de personnes physiques  
est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

**GUITTON Denis**  
sous le numéro 18-1153

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

- ☒ **Amiante** sans mention      Prise d'effet : 19/12/2018      Validité : 18/12/2023  
Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- ☒ **Amiante** avec mention      Prise d'effet : 19/12/2018      Validité : 18/12/2023  
Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- ☒ **DPE** individuel      Prise d'effet : 24/07/2018      Validité : 23/07/2023  
Arrêté du 18 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2011
- ☒ **Gaz**      Prise d'effet : 09/03/2018      Validité : 08/03/2023  
Arrêté du 8 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 15 décembre 2011.
- ☒ **CREP**      Prise d'effet : 09/03/2018      Validité : 08/03/2023  
Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréés pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011
- ☒ **Termites**      Prise d'effet : 09/03/2018      Validité : 08/03/2023  
**Métropole**  
*Zone d'intervention : France métropolitaine*  
Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011
- ☒ **Electricité**      Prise d'effet : 21/06/2018      Validité : 20/06/2023  
Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 10 décembre 2009

Véronique DELMAY  
Gestionnaire des certifiés



Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance  
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 08

ABCIDIA CERTIFICATION - Domaine de Saint Paul - Bat. A6 - 4<sup>e</sup> étage - BAIL N° 80011  
102, route de Limours - 76470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse - 01 30 85 25 71  
www.abcidia-certification.fr - contact@abcidia-certification.fr

ENR 20 V6 du 02 avril 2014



SAS HOLDING AED GROUP  
4 AVENUE GRAHAM BELL  
33700 MERIGNAC FR

**AGENT**

MM BOUNAN ET HABIB  
16 RUE BAYARD  
31000 TOULOUSE

**Tél : 0561624809**

Fax : 05 61 62 49 81

Email : AGENCE.BOUNANHABIB@AXA.FR

Portefeuille : 0031057244

**Vos références :**

**Contrat n° 7627751904**

Client n° 2704600004

AXA France IARD, atteste que :

**SAS HOLDING AED GROUP  
4 AVENUE GRAHAM BELL  
33700 MERIGNAC**

Ainsi que :

**SARL AED EXPERTISES**

4 AVENUE GRAHAM BELL  
33700 MERIGNAC

**AED AMIANTE ET ENVIRONNEMENT**

414 DOMAINE DES GRILLONS  
69400 GLEYZE

**SARL AED EXPERTISES**

**CENTRE AUVERGNE**

77 AVENUE DE GRAMONT  
03200 VICHY

**SARL AED EXPERTISES AQUITANE**

4 AVENUE GRAHAM BELL  
33700 MERIGNAC

Sont titulaires d'un contrat d'assurance **N° 7627751904** ayant pris effet le **07/01/2019** destiné à satisfaire l'obligation d'assurance de responsabilité civile professionnelle instituée par l'article R271-2 du Code de la Construction et de l'Habitation relatif aux conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique.

## **Activités garanties :**

### **Diagnostics techniques immobiliers :**

#### **- Etablissement des documents figurant dans la liste ci-après et exigés respectivement :**

1/ en cas de vente d'un bien immobilier au titre de la constitution du dossier technique, et visés aux 1° à 7° de l'article L 271- 4 du Code de la Construction et de l'Habitation

2/ en cas de location de bâtiments à usage principal d'habitation et de livraison de bâtiments neufs au titre de la Constitution du dossier de diagnostic technique visé à l'article 3-3 de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée.

- Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique ;
- L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique ;
- L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- L'état des risques naturels, miniers et technologiques prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article
- Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- L'information sur la présence d'un risque de mэрule prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation.

#### **- Constats et diagnostics ci-avant réalisés en dehors de la constitution du dossier technique.**

#### **- Prestations autres que celles réalisées ci-avant ou dans le cadre de la constitution du dossier technique :**

- Loi Carrez
- Diagnostic de conformité aux normes de surface et d'habitabilité – prêt à taux zéro
- Etat de conformité de la sécurité des piscines
- Etat des lieux locatifs
- Diagnostic radon
- Diagnostic relatif à la présence d'insectes xylophages (autres que termites) et champignons lignivores
- Diagnostic réglementaire d'accessibilité handicapés
- Etat des lieux « Loi SCELLIER »
- Etat des installations d'assainissement non collectif
- Contrôle de raccordement au réseau d'assainissement collectif
- Rédaction des règlements de copropriété dont l'état descriptif de division
- Calcul des tantièmes
- Contrôle de la sécurité de l'installation électrique
- Mesurage Loi Boutin
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de bâtiments
- Diagnostic technique global (DTG)

### **AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

### Montant des garanties

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	<b>10 000 000 €</b> par année d'assurance
<b>Dont :</b>	
• <b>Dommages corporels</b>	<b>10 000 000 €</b> par année d'assurance
• <b>Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus</b>	<b>1 400 000 €</b> par année d'assurance
<b>Autres garanties</b>	
<b>Faute inexcusable</b> (dommages corporels) (article 2.1 des conditions générales)	<b>2 000 000 €</b> par année d'assurance dont <b>1 000 000 €</b> par sinistre
<b>Atteinte accidentelle à l'environnement</b> (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	<b>885 000 €</b> par année d'assurance
<b>Responsabilité civile professionnelle</b> (tous dommages confondus)	<b>600 000 €</b> par année d'assurance dont <b>300 000 €</b> par sinistre
<b>Dommages immatériels non consécutifs que ceux visés par l'obligation d'assurance</b> (article 3.2 des conditions générales)	<b>289 159 €</b> par année d'assurance
<b>Dommages aux biens confiés</b> (selon extension aux conditions particulières)	<b>150 000 €</b> par sinistre
<b>Reconstitution de documents/ médias confiés</b> (selon extension aux conditions particulière)	<b>35 000 €</b> par sinistre
<b>Défense</b> (art 5 des conditions générales)	Inclus dans la garantie mise en jeu
<b>Recours</b> (art 5 des conditions générales)	<b>25 000 €</b> par litige

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/07/2019** au **01/07/2020** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à TOULOUSE le 26 juin 2019  
Pour la société :



#### AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance